

Résolution de l'assemblée unitaire du personnel de HESAV du 19.1.2023

L'assemblée a pris acte que le Conseil d'Etat a communiqué le 8 décembre sa décision d'indexer les salaires de 1,4% pour le secteur public et parapublic au 1^{er} janvier 2023, sans consultation ni négociations avec les organisations du personnel.

Ce taux représente une baisse importante de nos salaires réels. L'inflation telle que calculée par l'indice des prix à la consommation se montait à 3% entre octobre 2021 et octobre 2022 et même à 4,6% depuis décembre 2020. Selon l'Union syndicale suisse, il faudrait une indexation de 5% pour compenser entièrement la hausse du coût de la vie.

Une telle perte salariale est inacceptable pour l'ensemble du personnel. Elle pèse d'autant plus fortement sur les salarié-es des classes les plus basses de la grille.

L'Etat a une fortune de plus de 5.4 milliards de francs, accumulée en raison des sous-effectifs permanents et organisés du service public et parapublic et de la stagnation voire de la baisse des salaires réels. Il dispose de tous les moyens pour accorder une pleine indexation, respectant ainsi l'engagement du personnel.

L'assemblée demande au Conseil d'Etat l'ouverture immédiate de véritables négociations avec les syndicats et organisations du personnel, avec comme base une nouvelle proposition d'indexation qui constitue au minimum une nette amélioration de la décision communiquée le 8 décembre dernier.

De plus, nous demandons au Conseil d'Etat que l'indexation, quelle que soit sa forme finale, s'applique de façon uniforme à toutes et tous les employé-es des services publics et parapublics, sans distinction de statut contractuel et de lieu de travail, et qu'elle soit financée par l'Etat.

Sans réponse positive à cette demande, l'assemblée de HESAV décide de participer à la journée de grève et de mobilisation du 23 janvier, à la manifestation du même jour et de poursuivre cette lutte par une nouvelle journée d'actions et de manifestation le mardi 31 janvier.